



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**PRÉFET  
DE LA  
DORDOGNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté interpréfectoral complémentaire  
relatif à l'épandage agricole des boues produites  
par la station d'épuration biologique  
de l'usine exploitée par la société ROUSSELOT SAS,  
rue de Saint-Michel à Angoulême**

**Le Préfet de la Charente  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Le Préfet de la Dordogne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) prise en application de l'article L.511-2 du code de l'environnement et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret du 15 avril 2022 portant nomination de M. Nicolas DUFAUD, secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;
- Vu** le décret du 20 décembre 2023 portant nomination de M. Jean-Charles JOBART, secrétaire général de la préfecture de la Charente ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation, notamment ses articles 36 à 42 relatifs à l'épandage ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Adour-Garonne 2022-2027 approuvé par arrêté du 10 mars 2022 ;
- Vu** le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Charente approuvé le 19 novembre 2019 ;
- Vu** le récépissé de déclaration de changement d'exploitant en date du 3 juillet 2002, par lequel la société SKW BIOSYSTEMS SAS (ex SANOFI BIO INDUSTRIES et SKW BIOSYSTEMS) devient ROUSSELOT SAS ;
- Vu** les actes préfectoraux antérieurement délivrés à la société Rousselot autorisant et réglementant l'exploitation des installations de production de gélatine situées Rue de Saint-Michel à Angoulême, dont notamment l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2006 relatif à l'épandage des boues produites par la station d'épuration biologique ;
- Vu** la demande présentée le 24 avril 2022 par la société ROUSSELOT SAS, puis complétée en dernier lieu le 22 mars 2024 à l'effet d'être autorisée à étendre le périmètre du plan d'épandage autorisé le 13 janvier 2006 par l'arrêté préfectoral et modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 octobre 2007 susvisés ;
- Vu** les plans des zones d'épandage du 29 septembre 2006 et complémentaires du 19 juillet 2007, du 24 avril 2022, de novembre 2023 et du 22 mars 2024 ;

- Vu** l'arrêté de consultation publique par voie électronique du 23 avril 2024 en application de l'article L. 123-19-2 Code de l'environnement ;
- Vu** l'absence d'observation lors de la consultation publique par voie électronique réalisée du 23 avril 2024 au 7 mai 2024 ;
- Vu** le projet d'arrêté porté le 5 juillet 2024 à la connaissance de société ROUSSELOT SAS dans le cadre de la procédure contradictoire et ses réponses apportées le 11 juillet 2024 ;
- Vu** le rapport et les propositions du 22 juillet 2024 de l'inspection des installations classées ;

**Considérant** le projet de modification du plan d'épandage des boues issues de l'épuration des effluents aqueux de l'usine visant à actualiser la liste des parcelles pouvant recevoir les boues intégrant quelques parcelles situées sur 4 communes de Dordogne ;

**Considérant** l'intérêt agronomique des boues produites par la station d'épuration biologique de la Société ROUSSELOT SAS ;

**Considérant** que les teneurs en métaux et composés organiques des sols sur lesquels seront épandues des boues restent largement inférieures aux limites admissibles précisées par la réglementation susvisée ;

**Considérant** que les conditions d'épandage et de stockage des boues et les modifications apportées au précédent plan d'épandage, telles qu'elles sont définies par le dossier susvisé remis par la société ROUSSELOT SAS, ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

**Considérant** que de ce fait, le projet de modifications ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du code de l'environnement, mais que, néanmoins, il apparaît nécessaire d'encadrer le projet de modifications par un arrêté préfectoral complémentaire visant à actualiser l'autorisation environnementale sur les caractéristiques et les conditions de l'épandage des boues, par application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

**Considérant** que ces mesures additionnelles permettent de vérifier que les boues à épandre demeurent, au fil du temps, compatibles avec l'environnement et permettent de prévenir les dangers et inconvénients qui pourraient survenir suite à une modification desdits produits ou du lieu des opérations ;

**Considérant** que la consultation du public susvisée du projet de l'exploitant n'a conduit à aucune observation ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Charente,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société ROUSSELOT ANGOULEME SAS, dont le siège social est situé rue de Saint-Michel – 16000 ANGOULEME, ci-après dénommée « *l'exploitant* », autorisée à exploiter des installations de production de gélatine sur le territoire de la commune d'Angoulême situées à la même adresse, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance de la préfète, les dispositions des articles suivants.

### **Article 2 : Conformité au dossier**

Les aménagements, installations, ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier associé au porter-à-connaissance susvisé déposé le 24 avril 2022 par l'exploitant et complété en 2023 et 2024.

### **Article 3 : Prescriptions techniques applicables**

### 3.1. Prescriptions générales

L'épandage des boues de la station de traitement de l'usine respectent les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, notamment ses articles 36 à 42 ainsi que ses annexes suivantes relatifs à l'épandage :

- annexe VII a relative aux seuils en éléments-traces métalliques et en substances organiques ;
- annexe VII b relative aux distances et délais minima de réalisation des épandages ;
- annexe VII c relative aux éléments de caractérisation de la valeur agronomique des effluents ou déchets et des sols ;
- annexe VII d relative aux méthodes d'échantillonnage et d'analyse.

Ces prescriptions générales sont complétées par celles figurant au point 3.2. ci-après.

### 3.2. Compléments aux prescriptions générales

#### 3.2.1.

Les caractéristiques de l'épandage et des boues sont les suivantes :

- Surface autorisée pour l'épandage : 1 822,88 hectares.
- Quantité de boues à épandre : 3220 tonnes de matière sèche (hors chaux) par an maximum.
- Caractéristiques des boues à épandre :
  - Siccité : supérieure à 35 % ;
  - Azote total inférieur à 3,5 % du poids de matière sèche ;
  - P<sub>2</sub>O<sub>5</sub> total : inférieur à 2 % du poids de matière sèche ;
  - pH : compris entre 10 et 12 ;
  - Chaux carbonatée : supérieur à 20 % du poids de matière sèche (exprimé en CaO) ;
  - Rapport C/N : supérieur à 8 ;
  - Absence d'éléments pathogènes (salmonella, œufs d'helminthes, enterovirus) au-dessus des valeurs guides garantissant l'hygiénisation des boues.

Les communes concernées par l'épandage sont les suivantes :

Département de la Charente :

- Blanzaguet-Saint-Cybard, Boisé-la-Tude, Bouëx, Bunzac, Chadurie, Champniers, Chazelles, Combiers, Dignac, Edon, Fouquebrune, Garat, Garde-le-Pontaroux, Grassac, Gurat, Magnac-Lavalette-Villars, Montmoreau, Mouthiers-sur-Boëme, Pérignac, Pranzac, Ronsenac, Rougnac, Salles-Lavalette, Sers, Torsac, Villebois-Lavalette et Vouzan.

Département de la Dordogne :

- Champagne-et-Fontaine, Mareuil-en-Périgord, Nanteuil-Auriac-de-Bourzac et Vendoire.

Les parcelles autorisées pour l'épandage sont celles mentionnées en annexe du présent arrêté.

Toutefois, l'épandage est interdit sur les parcelles suivantes :

- parcelles E267, E 199 de la commune de Grassac ;
- parcelle E179 de la commune de Rougnac ;
- parcelles ZB25, ZB83, ZB29 de la commune de Blanzaguet-Saint-Cybard ;
- parcelles G123, G124, G127, G128 de la commune de Fouquebrune ;
- parcelles ZM25, ZL9 de la commune de Chadurie ;
- parcelles A146, E872, E805, A406, A390 de la commune de « Aignes et Puyperoux » ;
- parcelle AC42 de la commune d'Edon ;
- parcelle D501 de la commune de Combiers.

Le pH des sols avant épandage est supérieur à 5.

Les boues produites par la station d'épuration subissent un traitement de stabilisation par ajout de chaux, puis pressage. Elles sont ensuite stockées sur le site de la station d'épuration de la société, dans un hangar couvert.

L'exploitant est responsable des boues, des conditions de leur stockage, de leur transport et de leur épandage, ainsi que des conséquences de ces opérations.

Il doit pouvoir justifier à tout moment de la localisation des boues (entreposage, transport ou épandage) en référence à leur période de production et aux analyses réalisées.

Il doit s'assurer que les conditions d'épandage, là où il est pratiqué, sont compatibles avec les cultures. En particulier, les bennes transportant les boues sont bâchées lors des transports au moment des reprises de boues stockées sur les plate-formes mentionnées à l'article 3.2.6 du présent arrêté lorsque celles-ci sont susceptibles de traverser des zones habitées.

Les activités d'épandage sont conduites suivant le programme prévisionnel annuel et les remarques éventuelles de l'inspection des installations classées.

La dose des fertilisants épandus est limitée en se fondant sur l'équilibre entre les besoins prévisibles en azote des cultures et les apports et sources d'azote de toute nature.

Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :

- à assurer l'apport des éléments utiles aux sols ou aux cultures sans excéder les besoins, compte tenu des apports de toute nature, y compris les engrais, les amendements et les supports de culture ;
- à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ;
- à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque éco-toxicologique ;
- à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses.

La modification (non notable) des zones d'épandage prévues dans le dossier technique ne pourra se faire qu'après accord de l'inspection des installations classées et au vu d'un dossier technique relatif aux nouvelles parcelles demandées.

Pour réduire les nuisances olfactives, les boues sont enfouies le plus tôt possible, dans un délai maximum de quarante-huit heures après épandage sous réserve que les conditions climatiques permettent l'enfouissement.

La dose annuelle de matières fertilisantes organiques épandues à l'hectare ne doit pas conduire à un apport global supérieur à 170 kg d'azote/hectare/an (exprimés en N total). Pour ce calcul, la superficie totale du plan d'épandage est prise en compte.

La dose finale retenue pour les boues est au plus égale à 3 kilogrammes de matières sèches épandus par mètre carré, sur une période de dix ans, hors apport de terre et de chaux (soit 30 t de matière sèche (hors apport de chaux) épandue par hectare et par période de 10 ans).

### 3.2.2. Solution alternative à l'épandage

Une filière alternative d'élimination ou de valorisation des boues doit être prévue par l'exploitant en cas d'impossibilité temporaire de se conformer aux dispositions du présent arrêté.

### 3.2.3. Interdictions générales d'épandage

Par application de l'article 37 – II de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, l'épandage est interdit :

- pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ;
- pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ;
- en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ;
- sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage ;
- à l'aide de dispositifs d'aéro-aspersion qui produisent des brouillards fins lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes.

### 3.2.4. Interdictions particulières d'épandage

Les périodes d'interdiction et distances d'épandage définies dans le programme d'action applicable dans la zone vulnérable de la Charente sont applicables aux épandages des boues générées par la station d'épuration de l'exploitant.

Notamment, pour les fertilisants contenant de l'azote organique à C/N supérieur à 8, l'épandage avant ou sur grandes cultures implantées au printemps est interdit du 1er juillet au 31 août.

En ce qui concerne les eaux de surface, l'épandage est interdit à moins de 50 mètres des points de prélèvements d'eau destinée à l'alimentation en eau potable.

L'épandage est interdit à moins de :

- 35 mètres des berges des cours d'eau, des puits, forages, sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées directement ou indirectement à la consommation humaine ;
- 100 mètres des habitations, des zones de loisirs et des établissements recevant du public.

### 3.2.5. Dépôts temporaires avant épandage

Le dépôt temporaire de déchets sur les parcelles d'épandage sans épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément remplies :

- les déchets sont solides et peu fermentescibles ; à défaut, la durée du dépôt est inférieure à quarante-huit heures ;
- toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ;
- le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 150 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ;
- le volume du dépôt est adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ;
- la durée maximale du dépôt ne doit pas dépasser un mois et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans.

### 3.2.6. Ouvrages permanents d'entreposage des boues avant épandage

Les boues peuvent être stockées, hors périodes d'épandage, sur le site loué par l'exploitant situé à Lavaure, commune de Magnac-Lavalette -Villars.

Le site est muni d'un réseau de piézomètres composé d'au moins un puits à l'aval et un autre à l'amont hydraulique.

Une analyse semestrielle des eaux prélevées dans les piézomètres est réalisée de manière à détecter une dégradation de la qualité de l'eau. Les paramètres analysés sont les suivants : pH, résistivité, NTK, NH<sub>3</sub>, NO<sub>2</sub>, NH<sub>4</sub>, Fe, Cr total, Cu, Pb, Zn, Ni, COT.

La quantité maximale entreposée sur le site de Lavaure - Magnac-Lavalette-Villars ne doit pas excéder 5500 tonnes de boues à 35 % de siccité minimum.

Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration.

Le sol de l'aire d'entreposage est étanche.

Les eaux météoriques ainsi que les lixiviats produits par les boues et recueillis sur ces aires de stockage doivent être récupérés pour ne pas contaminer le sous-sol ni les eaux superficielles. Le déversement direct dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages de collecte est interdit.

Les effluents produits peuvent être pompés régulièrement et évacués en entrée de la station d'épuration de l'usine ROUSSELOT d'Angoulême. Ils ne peuvent être épandus dans le cadre de la présente autorisation.

Dans le cas d'un rejet des effluents au milieu naturel, l'exploitant doit démontrer au préalable que le milieu est apte à accepter cet effluent sans détérioration de son niveau de qualité. Dans ce cas le rejet est précédé d'une analyse sur des paramètres analytiques caractérisant l'effluent et choisis en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

Le site d'entreposage à l'air libre est interdit d'accès aux tiers non autorisés.

## **Article 4 : Analyses**

### **4.1 Analyse des boues**

En sus des dispositions de l'article 41 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, les boues produites par la station d'épuration, et (après chaulage, font l'objet des analyses suivantes avant chaque campagne d'épandage, et selon la fréquence spécifiée :

#### **Paramètres agronomiques (2 fois par an) :**

- taux de matière sèche, taux de matière organique ;
- pH ;
- azote global (somme de l'azote mesuré par la méthode Kjeldhal et l'azote contenu dans les nitrates et nitrites) ;
- azote ammoniacal (en  $\text{NH}_4$ ) ;
- rapport C/N ;
- phosphore total (en  $\text{P}_2\text{O}_5$ ); potassium total (en  $\text{K}_2\text{O}$ ); calcium total (en  $\text{CaO}$ ); magnésium total (en  $\text{MgO}$ ) ;
- oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn et B seront mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces. Les autres oligo-éléments seront analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des déchets ou des effluents.

#### **Éléments traces métalliques (2 fois par an) :**

Cd, Cr, Hg, Ni, Pb, Cu, Zn

#### **Composés traces organiques (1 fois par an) :**

PCB (7 principaux), Fluoranthène, Benzo(b)fluoranthène, Benzo(a)pyrène.

Toutes les analyses indiquées ci-dessus sont effectuées avant livraison des boues ou dans des délais tels que les résultats soient connus avant que l'épandage ne soit réalisé.

Les teneurs en éléments et composés traces précités, présents dans les boues, respectent à tout moment les valeurs mentionnées dans les tableaux 1a (teneurs limites en éléments-traces métalliques dans les déchets ou effluents) et 1b (teneurs limites en composés-traces organiques dans les déchets ou effluents) figurant à l'annexe VII-a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

#### **Recherche d'agents pathogènes (1 fois par an)**

En application des articles 39-3°, 41-II-3° et 42 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, l'absence d'agents pathogènes dans les boues sera vérifiée au moins annuellement, par dénombrement des salmonellas, des œufs d'helminthes et des Entérovirus, et mesure de l'évolution du nombre de coliformes thermo tolérants.

Ces mesures seront faites conformément aux méthodes décrites dans le tableau 5c de l'annexe VII-d de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

En cas de dépassement de l'un de ces paramètres, les boues ne peuvent être épandues. L'exploitant informe alors l'Inspection des Installations Classées sans délai. La filière alternative d'élimination ou de valorisation des boues prévue à l'article 3.2.3 du présent arrêté doit alors être mise en œuvre immédiatement.

### **4.2. Analyses des sols**

#### **a – définition**

Chaque zone homogène du périmètre du plan d'épandage comporte un point de référence. Une zone homogène est constituée d'une parcelle ou d'un groupe de parcelles n'excédant pas 20 ha,

présentant des caractéristiques pédologiques comparables et exploités selon un même système de rotations de cultures, par un seul exploitant.

La liste des points de référence, détaillée dans le dossier de demande déposé en février 2004, est mise à jour à chaque changement du point ou de la définition d'une zone homogène. Les points de références sont repérés par leurs coordonnées Lambert, le numéro de la parcelle à laquelle ils appartiennent ainsi que le nom de l'exploitant agricole qui les cultive.

Tout changement fait l'objet d'une information écrite de la préfète de la Charente.

#### b – suivi

En chaque point de référence, tel que défini ci-dessus, les sols font d'objet d'analyses :

- pour la caractérisation de leur valeur agronomique sur les paramètres définis aux points 1 et 2 de l'annexe VII-a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,
- ainsi que sur les paramètres définis au tableau 2 de l'annexe VII-a de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé concernant les éléments-trace métalliques ;

les analyses portant sur ces paramètres sont effectuées :

- après l'ultime épandage, dans le cas où la parcelle viendrait à être exclue du périmètre d'épandage ;
- au minimum tous les 10 ans.
- En cas de dépassement d'une des valeurs limites indiquées dans le tableau, l'épandage ne sera pas réalisé et l'exploitant avertira sans délai l'Inspection des Installations Classées.

L'ensemble de ces analyses est effectué avant chaque campagne d'épandage (à l'exception des oligo-éléments Co et B).

#### 4.3 Analyse des eaux souterraines

Le suivi de la qualité des eaux souterraines est assuré par une analyse des paramètres suivants : pH, nitrates, nitrites, ammonium, azote total (et Kjeldahl), Fe, Ni, Zn.

Les contrôles sont effectués 3 fois par an :

- au début de la décrue des nappes après les épandages de printemps (avril)
- au milieu de la vidange des aquifères (juillet)
- en fin d'étiage, au début de la recharge par les pluies efficaces (décembre).

En sus, l'exploitant réalise, *a minima*, une campagne annuelle portant sur l'ensemble des paramètres « *Eléments traces métalliques* » et « *Composés traces organiques* » mentionnés à l'article 4.1 du présent arrêté, afin de s'assurer de l'absence d'impact de ces paramètres sur les eaux souterraines. À l'issue de cette campagne, l'exploitant propose, s'il y a lieu, une mise à jour de son programme de surveillance des eaux souterraines de son établissement.

Les prélèvements d'eau souterraines sont effectués sur les points suivants :

| Point de contrôle<br>(n° d'inventaire et<br>secteur) | Nom         | Communes                    | Coordonnées<br>Lambert 93 |         | Coordonnées GPS |            |
|--|-------------|-----------------------------|---------------------------|---------|-----------------|------------|
|  |             |                             | X                         | Y       | Longitude       | Latitude   |
| 49 *<br>(secteur 7)                                  | Pont Bécher | Fouquebrune                 | 04331885                  | 2058783 | 0,1852661       | 45,5087275 |
| 66 *<br>(secteur 4)                                  | La Grange   | Dignac                      | 0436748                   | 2059107 | 0,2473553       | 45,5128215 |
| 129 *<br>(secteur 8)                                 | Le Vivier   | Blanzaguet-Saint-<br>Cybard | 0441145                   | 2055096 | 0,3049266       | 45,4777865 |
| 137 *<br>(secteur 6)                                 | La Malaisie | Gardes-le-Pontaroux         | 0440773                   | 2059107 | 0,2988412       | 45,5137722 |
| 58 **  | Les Combes  | Dignac                      |                           |         |                 |            |

|                        |                        |                           |  |  |  |  |
|------------------------|------------------------|---------------------------|--|--|--|--|
| (secteur 4)            |                        |                           |  |  |  |  |
| 143 **<br>(secteur 2)  | Fontaine de l'Hermitte | Dignac                    |  |  |  |  |
| 127 **<br>(secteur 9)  | Étang de Gouyat        | Chadurie                  |  |  |  |  |
| 36 **<br>(secteur 6)   | Villars                | Magnac-Lavallette-Villars |  |  |  |  |
| 124 **<br>(secteur 5)  | La Davidie             | Gardes-le-Pontaroux       |  |  |  |  |
| 132 **<br>(secteur 10) | La Roussellie          | Ronsenac                  |  |  |  |  |
| **                     | Moulin de Mondot       | Vendoire                  |  |  |  |  |

\* point d'analyse d'eaux souterraines effectué 3 fois par an (avril / juillet / décembre)

\*\* point d'analyse d'eaux souterraines complémentaire sur demande de l'inspection

## Article 5 : Convention d'épandage

### 5.1.

Toutes les exploitations pouvant recevoir des boues font partie de la Coopérative d'utilisation de Matériel Agricole (C.U.M.A.) de VILLEBOIS-LAVALLETTE.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées les contrats le liant au prestataire réalisant l'opération d'épandage et les contrats le liant aux agriculteurs exploitant les terrains. Ces contrats définissent les engagements de chacun ainsi que leurs durées

En cas d'intervention d'un prestataire de service pour le transport des boues ou la réalisation des opérations d'épandage, cette intervention apparaît clairement dans le contrat, avec les devoirs et responsabilités du prestataire.

### 5.2.

La convention prévoit également que les exploitants agricoles qui reçoivent des boues doivent disposer d'une information complète et notamment :

- une copie du présent arrêté ;
- copie de toutes les analyses de sols qui concernent leur exploitation.

### 5.3.

Mention est faite dans la convention que l'épandage des boues de la station d'épuration de la société ROUSSELOT SAS est interdit sur des parcelles consacrées à un autre épandage de déchets ou de composts extérieurs à l'exploitation.

### 5.4.

La convention prévoit notamment :

- la tenue à jour d'un cahier d'épandage ;
- la réalisation en collaboration entre toutes les parties d'un calendrier d'épandage prévisionnel ;
- la détermination d'un programme d'assolement des parcelles concernées par l'épandage ;

## Article 6 : Programme prévisionnel d'épandage

Chaque année, au moins un mois avant le début de la campagne d'épandage, un programme prévisionnel est établi, en collaboration avec les agriculteurs concernés. Ce programme portera parcelle ou groupe de parcelles homogène (même exploitant et même culture) et comprendra au minimum :

- la référence des parcelles à épandre, leur surface et leur localisation repérée sur un plan de situation au 25 000° au minimum ;

- leur classe d'aptitude à l'épandage ;
- les cultures implantées avant et après épandage ;
- une caractérisation des boues (quantité prévisionnelle et analyse récente (moins de 2 mois) des paramètres agronomiques prévus par le présent arrêté) ;
- une analyse de sol portant sur les paramètres agronomiques prévus par le présent arrêté ;
- les doses agronomiques prévues (déterminées d'après les besoins des cultures et des analyses de sol prévues par le présent arrêté) ;
- le calendrier des interventions prévues ;
- l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage.

Ce programme est envoyé à la préfète de la Charente au moins un mois avant le début de la campagne annuelle d'épandage. Il est tenu à la disposition de l'Inspecteur des installations Classées.

#### **Article 7 : Cahier d'épandage**

Un cahier d'épandage, conservé pendant une durée de 10 ans, et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées, doit être tenu à jour pour chaque exploitant agricole concerné.

Il comporte, les informations suivantes :

- références et surface des parcelles réceptrices ;
- quantités de boues épandues par unité culturale (en tonnes de boues épandues, et en tonnes de matière sèche) ;
- dates d'intervention ;
- cultures pratiquées sur les parcelles concernées ;
- conditions climatiques lors de l'épandage ;
- identification des personnes morales ou physiques ayant réalisé l'épandage.

La présentation des documents mentionnés aux articles 6 et 7 du présent arrêté doit permettre, pour chaque parcelle épandue, de connaître facilement les résultats des analyses se rapportant à l'épandage réalisé sur cette parcelle (analyse du sol de la parcelle ou analyse des boues épandues sur cette parcelle).

#### **Article 8 : Bilan annuel**

En fin de campagne d'épandage, l'ensemble des données reportées sur les cahiers d'épandage sera exploité, afin de rédiger un document de synthèse comprenant au minimum :

- les parcelles réceptrices (un plan de situation au 25 000<sup>e</sup> des parcelles concernées sera inclus à ce document) ;
- le bilan quantitatif et qualitatif des boues épandues ;
- le déroulement de la campagne d'épandage, les incidents rencontrés, les conditions climatiques ;
- les quantités d'éléments fertilisants et d'éléments ou substances indésirables apportées sur chaque unité culturale et les résultats des analyses de sols (à partir du cahier d'épandage de chaque exploitant agricole visé à l'article 7) ;
- les bilans de fumure réalisés sur des parcelles de référence représentatives de chaque type de sol et de chaque système de culture, ainsi que les conseils de fertilisation complémentaire qui en découlent ;
- la remise à jour éventuelle des données réunies dans le dossier technique de demande d'autorisation.

Une copie de ce bilan est adressée au à la préfète et aux agriculteurs concernés.

La société ROUSSELOT SAS est tenue de réaliser des audits réguliers des chantiers d'épandages. À la demande de la préfète ou de l'inspecteur des Installations Classées, des audits supplémentaires peuvent être réalisés. Les résultats des audits sont repris dans le bilan annuel sous forme synthétique ou, le cas échéant, détaillée.

### **Article 9 : Stockage des données – traçabilité**

Pour chaque année, le programme prévisionnel d'épandage, le bilan annuel et le plan d'épandage sont sauvegardés sous un format lisible par des logiciels de grande diffusion.

Un exemplaire est transmis chaque année à la préfète de la Charente conformément aux articles 6 et 8 du présent arrêté. Un autre exemplaire est conservé par l'exploitant.

### **Article 10 : Abrogations**

Les prescriptions des arrêtés préfectoraux en dates du 13 janvier 2006 et du 9 octobre 2007 susvisés sont abrogées et remplacées par celles du présent arrêté.

### **Article 11 : Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 12 : Publication**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Un extrait de cet arrêté est affiché dans les mairies concernées pendant une durée minimale d'un mois et procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins des maires ;

2° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente et de la Dordogne pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 13 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 14 : Exécution**

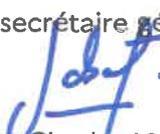
Le secrétaire général de la Préfecture de la Charente, le secrétaire général de la Préfecture de La Dordogne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, les maires des communes suivantes :

Angoulême, Blanzaguet-Saint-Cybard, Boisé-la-Tude, Bouëx, Bunzac, Chadurie, Champniers, Chazelles, Combiers, Dignac, Edon, Fouquebruné, Garat, Garde-le-Pontaroux, Grassac, Gurat, Magnac-Lavalette-Villars, Montmoreau, Mouthiers-sur-Boëme, Pérignac, Pranzac, Ronsenac, Rougnac, Sallés-Lavalette, Sers, Torsac, Villebois-Lavalette, Vouzan, Champagne-et-Fontaine, Mareuil-en-Périgord, Nanteuil-Auriac-de-Bourzac et Venduire,

et les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société ROUSSELOT SAS.

Angoulême, le **6 SEP. 2024**

P/Le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Jean-Charles JOBART

P/Le Préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

  
Nicolas DUFAUD

**ANNEXE**  
**RÉFÉRENCES CADASTRALES PAR COMMUNE**  
**des Parcelles Concernées par l'épandage de boues**  
**\*\*\*\*\***

**COMMUNE DE BLANZAGUET-SAINT-CYBARD (16)**

Section ZO  
Parcelles n° : 62 / 62 bj / 62 bk / 8

Section ZM  
Parcelles n° : 5 / 15

Section ZE  
Parcelles n° : 13 / 14

Section ZH  
Parcelles n° : 15 / 16

Section ZN  
Parcelles n° : 23 / 40 / 42 / 38

Section ZO  
Parcelles n° : 63

**COMMUNE DE BOISNE-LA-TUDE (16)**

Section D  
Parcelles n° : 126 / 127 / 128 / 333 / 334 / 489 / 671

Section A  
Parcelles n° : 191 / 195 / 197 / 613 / 745 / 750 / 751 / 140 / 146 / 147 / 636 / 258 / 259 / 260 / 262 / 264 / 265 / 266 / 267 / 268 / 269 / 270 / 272 / 273 / 274 / 275 / 276 / 277 / 278 / 282 / 283 / 284 / 285 / 292 / 293 / 294 / 297 / 298 / 300 / 301 / 303 / 348 / 349 / 350 / 351 / 352 / 558 / 559 / 634 p / 635 p / 727 p / 729 p

Section OB  
Parcelles n° : 400 p / 405 p / 487 p / 491

Section B  
Parcelles n° : 489 / 492 / 493 / 91 p / 94 p / 95 p / 98 p

Section OC  
Parcelles n° : 301 / 302 / 341 / 50 p / 52

**COMMUNE DE BOUEX (16)**

Section D  
Parcelles n° : 118 / 123 / 126 / 289 / 290 / 291 / 292 / 293 / 294 / 295 / 296 / 298 / 299 / 301 / 302 / 303 / 304 / 305 / 306 / 307 / 308 / 309 / 449 / 456 / 457 / 2 / 3 / 35 / 36 / 39 / 4 / 40 / 41 / 42 / 43 / 44 / 45 / 46 / 47 / 48 / 5 / 55 / 6 / 7 / 8 / 857

Section B

Parcelles n° : 716 / 717 / 718 / 692 / 700 / 366 / 368 / 371 / 372 / 376 / 378 / 381 / 382 / 383 / 386 / 389 / 390 / 391 / 398 / 399 / 400 / 401 / 407 / 424 / 426 / 427 / 428 / 429 / 430 / 431 / 432 / 433 / 434 / 435 / 436 / 437 / 438 / 439 / 441 / 442 / 446 / 447 / 449 / 452 / 453 / 456 / 457 / 417 / 460 / 463 / 1079 / 471 / 472 / 479 / 480 / 481 / 486 / 487 / 488 / 489 / 490 / 491 / 492 / 493 / 494 / 496 / 497 / 498 / 499 / 500 / 501 / 502 / 503 / 504 / 505 / 506 / 507 / 508 / 1049 / 1050 / 1051 / 1055 / 804 / 805 / 761 / 762 / 766 / 767 / 770 / 772 / 1077 / 1078 / 1086 / 1090 / 1163 / 519 / 522 / 523 / 524 / 525 / 527 / 531 / 532 / 533 / 534 / 535 / 538 / 539 / 540 / 541 / 542 / 1169 / 288 / 291 / 292 / 293 / 294 / 295 / 296 / 297 / 298 / 299 / 300 / 301 / 302 / 303 / 309 / 310 / 311 / 312 / 313 / 314 / 315 / 317 / 332 / 333 / 334 / 335 / 336 / 337 / 338 / 339 / 340 / 341 / 342 / 343 / 344 / 345 / 346 / 347 / 348 / 349 / 350 / 351 / 352 / 353 / 354 / 355 / 356 / 357 / 358 / 359 / 360 / 361 / 362 / 363 / 364 / 365 / 1215 / 203 / 204 / 206 / 207 / 264 / 265 / 281 / 282 / 283 / 284 / 285 / 286 / 195 / 197 / 198 / 199 / 200 / 201 / 211 / 213 / 214 / 215 / 216 / 218 / 219 / 222 / 223 / 226 / 227 / 228 / 229 / 230 / 231 / 618 / 619 / 620 / 621 / 564 / 565 / 566 / 567 / 568 / 569 / 595 / 596 / 703 / 704 / 705 / 706 / 1036 / 615 / 937 / 938 / 939 / 940 / 941 / 942 / 943 / 944 / 945 / 952 / 953 / 954 / 955 / 967 / 968 / 969 / 970 / 225 / 226 / 227 / 228 / 229 / 230 / 231 / 232 / 233 / 234 / 235 / 237 / 238 / 239 / 240 / 243 / 244 / 247 / 248 / 249 / 250 / 1080 / 810 / 811 / 813 / 814 / 815 / 816 / 817 / 818 / 819 / 820 / 821 / 822 / 823 / 824 / 825 / 826 / 827 / 828 / 830 / 833 / 834 / 835 / 836 / 837 / 838 / 839 / 840 / 841 / 842 / 843 / 844 / 847 / 854 / 855 / 856 / 857 / 858 / 859 / 861 / 862 / 863 / 864 / 865 / 866 / 867 / 870 / 871 / 872 / 876 / 877 / 878 / 879 / 880 / 881 / 882 / 883 / 884 / 885 / 886 / 887 / 888 / 889 / 890 / 902 / 903 / 908 / 909 / 912 / 913 / 915 / 916 / 919 / 921 / 922 / 923 / 925 / 669 / 670 / 675 / 676 / 677 / 796 / 800 / 815 / 816 / 817 / 818 / 819 / 820 / 821 / 822 / 823 / 824 / 825 / 826 / 827 / 828 / 829 / 831 / 832 / 833 / 1408 / 1416 / 262 / 263 / 264 / 265 / 266 / 267 / 268 / 269 / 270 / 272 / 273 / 274 / 275 / 276 / 277 / 278 / 325 / 236 / 327

Section A

Parcelles n° : 219 / 220 / 222 / 224 / 225 / 226 / 246 / 249 / 250 / 251 / 252 / 253 / 254 / 255 / 256 / 257 / 258 / 259 / 260 / 803 / 263 / 264 / 265 / 272 / 273 / 274 / 277 / 281 / 282 / 285 / 290 / 291 / 307 / 308 / 309 / 310 / 311 / 312 / 313 / 314 / 315 / 316 / 332 / 345 / 346 / 339 / 392 / 393 / 394 / 332 / 345 / 346

Section E

Parcelles n° : 165 / 166 / 167 / 168 / 169 / 170 / 171 / 172 / 173 / 174 / 175 / 176 / 177 / 178 / 180 / 181 / 182 / 183 / 230 / 231 / 233 / 234 / 235 / 236 / 237 / 238 / 239 / 240 / 241 / 242 / 243 / 244 / 245 / 246 / 247 / 248 / 249 / 250 / 251 / 252 b / 255 / 256

Section ZA

Parcelles n° : 129 / 29 a / 30 / 31 / 32 / 33 / 34 / 35 / 36 / 37 / 38 / 39 / 116

Section C

Parcelles n° : 460 / 516 / 517 / 518 / 519 / 520 / 521 / 522 / 523 / 524

**COMMUNE DE BUNZAC (16)**

Section A

Parcelles n° : 54 / 58 / 59 / 60 / 63 / 64 / 65 / 66 / 67 / 101 / 102 / 103 / 616 / 623 / 68 / 69 / 70 / 71 / 72 / 73 / 74 / 75 / 76 / 92 / 93 / 94 / 381 / 382 / 383 / 385 / 386 / 387 / 397 / 398 / 401 / 402 / 403 / 412 / 413 / 342 / 343 / 344 / 345 / 346 / 347 / 348 / 349 / 350 / 351 / 360 / 363 / 364 / 365 / 369 / 370 / 371 / 372 / 373 / 376 / 377 / 380 / 544 / 577 / 578 / 579 / 580 / 356 / 359

Section B

Parcelles n° : 832 / 839 / 840 / 841 / 842 / 843 / 1210 / 1229 / 844 / 845 / 846 / 847 / 851 / 852 / 853 / 854 / 855 / 856 / 857 / 858 / 859 / 964 / 965 / 966 / 967 / 968 / 1273 / 1275 / 1277 / 1777 / 1778 / 1779 / 1780 / 1781 / 787 / 788 / 789 / 792 / 793 / 811 / 555 / 556 / 558 / 559 / 560 / 563 / 586 / 587 / 588 / 589 / 590 / 591 / 592 / 593 / 594 / 595 / 596 / 597 / 598 / 599 / 600 / 601 / 602 / 723 / 725 / 726

## COMMUNE DE CHADURIE (16)

Section ZM

Parcelles n° : 19 / 20 / 21 / 22 / 24 / 25 / 26 / 27

Section ZL

Parcelles n° : 10 / 11 / 12 / 13 / 9

Section ZH

Parcelles n° : 38 / 60

## COMMUNE DE CHAMPAGNE-ET-FONTAINE (24)

Section ZE

Parcelles n° : 29 / 30

Section ZT

Parcelles n° : 87

Section ZS

Parcelles n° : 38 / 39

Section ZN

Parcelles n° : 125 / 131 / 135 / 127 / 126 / 12 / 11 / 10

## COMMUNE DE CHAMPNIERS (16)

Section A

Parcelles n° : 326 / 327 / 328 / 331 / 332 / 333

## COMMUNE DE CHAZELLES (16)

Section E

Parcelles n° : 1003 / 906 / 907 / 908 / 909 / 910 / 911 / 912 / 913 / 914 / 915 / 916 / 917 / 918 / 919 / 920 / 921 / 922 / 923 / 924 / 925 / 926 / 927 / 928 / 929 / 930 / 932 / 33 / 935 / 936 / 939 / 940 / 941 / 942 / 943 / 944 / 945 / 972 / 973 / 974 / 975 / 976 / 977 / 978 / 979 / 980 / 981 / 982 / 983 / 984 / 985 / 986 / 987 / 988 / 989 / 990 / 992 / 995 / 398 / 399 / 400 / 401 / 402 / 403 / 404 / 405 / 406 / 407 / 408 / 409 / 410 / 411 / 412 / 413 / 414 / 655 / 656 / 657 / 658 / 659 / 660 / 662 / 663 / 664 / 665 / 666 / 667 / 668 / 669 / 670 / 671 / 672 / 673 / 674 / 689 / 692 / 693 / 694 / 695 / 696 / 697 / 698 / 699 / 418 / 419 / 420 / 421 / 422 / 423 / 424 / 425 / 426 / 481 / 482 / 483 / 484 / 487 / 488 / 489 / 490 / 496 / 497 / 429 / 430 / 431 / 432 / 433 / 434 / 435 / 436 / 437 / 438 / 439 / 440 / 441 / 442 / 886 / 887 / 888 / 889 / 890 / 891 / 892 / 893 / 894 / 895 / 896 / 897 / 898 / 899 / 900 / 901 / 902 / 903 / 904

Section D

Parcelles n° : 1301 / 1302 / 1303 / 1305 / 1306 / 1307 / 1308 / 1309 / 1310 / 1311 / 1312 / 955 / 956 / 1007 / 1010 / 1011 / 1012 / 1020 / 1025 / 1027 / 1028 / 1029 / 1030 / 1031 / 1036 / 1037 / 1047 / 1048 / 1049 / 1050 / 1051 / 1052 / 1054 / 1253 / 1254 / 1255 / 1256 / 1257 / 1258 / 1259 / 1260 / 1261 / 1262 / 1263 / 1264 / 1265 / 1266 / 1267 / 1268 / 1270 / 1271 / 1617 / 1253 / 1254 / 1255 / 1256 / 1257 / 1258 / 1259 / 1260 / 1261 / 1262 / 1263 / 1264 / 1265 / 1266 / 1267 / 1268 / 1270 / 1271 / 1617 / 42 / 25 / 26 / 27 / 28 / 29 / 30 / 31 / 32 / 33 / 34 / 35 / 36 / 37 / 38 / 39 / 51 / 52 / 53 / 54 / 55 / 56 / 57 / 58 / 59 / 60 / 61 / 303 / 307 / 308 / 312 / 313 / 314 / 315 / 320 / 321 / 331 / 332 / 337 / 338 / 339 / 340 / 342 / 345 / 349 / 350 / 351 / 370 / 371 / 372 / 373 / 374 / 375 / 1341 / 1343 / 1344 / 1345 / 634 / 637 / 638 / 1002 / 1003 / 1004 / 1005 / 1039 / 1040 / 1041 / 1042 / 1043 / 1055 / 1056 / 1057 / 1058 / 1059 / 1061 / 1062 / 1074 / 993 / 994 / 995 / 996 / 997 / 998 / 999 / 1013 / 1014 / 1015 / 1016 / 1017 / 1018 / 1019 / 1312

Section C

Parcelles n° : 1549 / 975 / 976 / 977 / 978 / 980 / 981 / 1252 / 1253 / 1254 / 1255 / 1274 / 1281 / 1282 / 1283 / 1286 / 1287 / 1288 / 1289 / 1290 / 1291 / 1249 / 1250 / 1251 / 1577 / 1296 / 1298 / 1303 / 1304 / 1305 / 1306 / 1312 / 1313 / 1314 / 1315 / 1316

**COMMUNE DE COMBIERS (16)**

Section C

Parcelles n° : 215 / 216 / 229 / 238 / 239 / 258 / 60 / 72 / 73 / 76 / 77 / 78 / 79 / 80 / 82 / 83 / 84 / 85 / 86 / 87 / 169 / 170 / 294 / 171 / 172 / 173 / 174 / 175 / 176 / 177 / 178 / 179 / 180 / 181 / 182 / 183 / 184 / 185 / 186 / 51 / 52 / 53

**COMMUNE DE DIGNAC (16)**

Section F

Parcelles n° : 001 / 121 / 122 / 328 / 329 / 371 / 398 / 399 / 612 / 614 / 77 / 371 / 121 / 122 / 321 / 601

Section E

Parcelles n° : 243 / 244 a / 254 / 67 / 72 / 242 / 317 / 318 / 90 / 317 / 92 / 93 / 94 / 229 / 230 / 239 / 240 / 241 / 83 / 84 / 87 / 88 / 91 / 92 / 93

Section A

Parcelles n° : 110 / 111 / 112 / 113 / 114 / 115 / 116 / 158 / 159 / 160 / 161 / 162 / 163 / 266

Section G

Parcelles n° : 189 / 488 / 496 / 277 / 180 / 183 / 328 / 329 / 330 / 331

**COMMUNE D'EDON (16)**

Section ZL

Parcelles n° : 131 / 180 / 98 / 124 / 27

Section ZK

Parcelles n° : 26 / 8

Section ZC

Parcelles n° : 43 / 57

Section ZD

Parcelles n° : 6 / 7

**COMMUNE DE FOUQUEBRUNE (16)**

Section A

Parcelles n° : 130 / 2 / 3 / 4 / 495 / 5 / 518 / 522 / 9 / 138 / 141 / 142 / 143 / 144 / 524

**COMMUNE DE GARAT (16)**

Section AH

Parcelles n° : 15 d / 15 b / 11 / 13 / 14 / 15 a / 12 / 16

Section ZD

Parcelles n° : 10

Section AK  
Parcelles n° : 40 / 41

### COMMUNE DE GARDE-LE-PONTAROUX (16)

Section A  
Parcelles n° : 226 / 227 / 228 / 843 / 845 / 847

### COMMUNE DE GRASSAC (16)

Section ZA  
Parcelles n° : 40 / 41

Section B  
Parcelles n° : 762 / 766 / 767 / 770 / 772

Section F  
Parcelles n° : 378 / 379 / 381 / 382 / 383 / 291 / 292 / 305 / 307 / 310 / 311 / 312 / 314 / 315 / 317 / 318 / 319 / 285 / 288 / 289 / 320 / 321 / 322 / 325 / 326 / 327 / 328 / 329 / 33 / 34 / 36 / 37 / 38 / 40 / 41 / 53 / 54 / 56 / 57 / 577 / 581 / 584 / 586 / 588 / 60 / 61 / 614 / 615 / 619 / 62 / 620 / 622 / 624 / 626 / 629 / 63 / 80 / 81 / 87 / 88 / 89 / 90 / 91 / 92 / 98 / 386 / 387 / 388 / 389 / 148 / 149 / 150 / 151 / 152 / 153 / 154 / 155 / 156 / 157 / 158 / 159 / 581 / 2 / 339 / 517 / 519 / 549 / 569 / 574 / 604 / 551 / 609 / 611 / 613 / 633 / 284 / 285 / 288 / 289 / 31 / 32 p / 320 / 321 / 322 p / 325 p / 326 p / 327 p / 328 p / 329 p / 33 p / 34 p / 40 / 41 / 52 p / 530 / 531 p / 54 / 56 / 57 / 58 / 59 / 60 / 61 / 62 / 620 / 622 / 624 / 626 / 628 / 63 / 64 / 65 / 66 / 80 / 81

### COMMUNE DE MAGNAC-LAVALLETTE-VILLARS (16)

Section A  
Parcelles n° : 1 / 2 / 3 / 4 / 5 / 6 / 339 / 342 / 304 / 305 / 307 / 310 / 311 / 312 / 359 / 361 / 294 / 316 / 150 / 151 / 181 / 182 / 184 / 185 / 187 / 189 / 201 / 202 / 203 / 204 / 205 / 207 / 208 / 209 / 212 / 213 / 214 / 216 / 217 / 222 / 223 / 259 / 260 / 261 / 270 / 271 / 272 / 274 / 275 / 247 / 248 / 250 / 251 / 252 / 253 / 254 / 256 / 257 / 21 / 23 / 25 / 26 / 27 / 29 / 30 / 31 / 36 / 37 / 40 / 41 / 42 / 45 / 46 / 47 / 48 / 49 / 50 / 86 / 87 / 88 / 89 / 90 / 91 / 304 / 305 / 307 / 310 / 311 / 312 / 317 / 318 / 204 / 205 / 207 / 209 / 213 / 215 / 216 / 217 / 223 / 259 / 250 / 251 / 252 / 257 / 277 / 133 / 134 / 135 / 136 / 328 / 332 / 340 / 341 / 291 / 293

Section B  
Parcelles n° : 401 / 402 / 403 / 405 / 406 / 407 / 411 / 412 / 413 / 414 / 417 / 418 / 419 / 493 / 495 / 497 / 498 / 499 / 501 / 503 / 470 / 471 / 51 / 459 / 460 / 462 / 464 / 289 / 290 / 430 / 432 / 433 / 434 / 435 / 436

Section E  
Parcelles n° : 85 / 86

Section AB  
Parcelles n° : 46 / 47 / 48 / 49K / 49L / 178 / 179 / 194 / 61 / 65 / 68 / 69a / 70a / 71 / 72 / 73 / 75 / 78 / 79 / 80 / 81 / 83 / 94 / 95 / 97 / 56 / 69A / 70A / 75 / 172 / 45 / 49 / 50 / 51 / 54 / 183 / 185 / 191 / 192 / 76 / 85 / 86 / 87 / 88 / 89 / 90 / 43 / 44

Section AC  
Parcelles n° : 81 / 109 / 65 / 66 / 67 / 69 / 71 / 74 / 77 / 111 / 32 / 36 / 38

Section AP  
Parcelles n° : 1 / 10 / 101 / 103 / 104 / 105 / 109 / 11 / 115 / 12 / 13 / 17 / 18 / 19 / 20 / 21 / 22 / 23 / 3 / 4 / 5 / 6 / 7 / 8 / 9 / 122 / 123 / 124 / 125 / 79

Section AO  
Parcelles n° : 113 / 117 / 118

Section AS  
Parcelles n° : 32 / 36 / 37 / 38 / 39 / 40 / 41 / 47 / 48 / 49 / 54 / 55 / 56 / 57 / 58 / 59 / 60 / 61 / 62 / 63 / 64 / 69 / 70 / 71 / 72 / 73 / 74 / 78 / 79 / 80 / 85 / 87 / 88 / 89 / 90 / 91

Section AR  
Parcelles n° : 104 / 106 / 107 / 108 / 109 / 43 / 45 / 48 / 50 / 51 / 56 / 57 / 58 / 59 / 60 / 61 / 92 / 93 / 94 / 95 / 96 / 97 / 98 / 99

Section AT  
Parcelles n° : 25 / 34 / 35 / 36 / 38 / 39 / 58 / 92 / 93

Section AI  
Parcelles n° : 10 / 11 / 12 / 143

Section ZD  
Parcelles n° : 3

Section AL  
Parcelles n° : 112 / 12 / 121 / 122 / 138 / 139

#### COMMUNE DE MAREUIL-EN-PERIGORD (24)

Section B  
Parcelles n° : 115 / 116 / 121 / 122 / 131 / 132 / 133 / 135 / 136 / 137 / 138 / 139 / 140 / 144 / 145 / 146 / 147 / 148 / 149 / 150 / 151 / 152 / 153 / 173 / 174 / 175 / 176 / 177 / 268 / 288 / 179 / 180 / 198 / 100 / 101 / 102 / 103 / 104 / 105 / 64 / 65 / 66 / 67 / 68 / 69 / 74 / 89 / 92 / 93 / 94 / 95 / 96 / 97 / 98 / 99 / 34 / 35 / 36 / 37 / 38 / 41 / 58 / 60 / 61 / 29 / 30 / 31

Section P  
Parcelles n° : 239

#### COMMUNE DE MONTMOREAU (16)

Section E  
Parcelles n° : 805 / 806 / 807 / 808 / 93 / 94 / 97 / 98 / 84 / 85 / 86 / 87 / 870 / 871 / 872 / 873 / 628 / 630 / 796 p / 797

Section A  
Parcelles n° : 405 / 406 / 477 / 74 / 76 / 77 / 80 / 436 / 437 / 536 / 368 / 48A / 52 / 1 / 10 / 2 / 3 / 4 / 451 / 5 / 6 / 8 / 9 / 149 / 150 / 151 / 152 / 223 / 481 / 224 / 200 / 201 / 202 / 203 / 205 / 209 / 361 / 418 / 419 / 422 / 425 / 426 / 427 / 428 / 523 / 525 / 527 / 528 / 530 / 532 / 534 / 216 / 479 / 138 / 138 / 140 / 142 / 107 / 108 / 109 / 116 / 117 / 118 / 119 / 120 / 143 / 144 / 145 / 579 / 583 / 584 / 585 / 587 / 388 / 390 / 391 / 81 / 84 / 85 / 86A / 86B / 88 / 90 / 91 / 214 / 215 / 216 / 217 / 219 / 236 / 237 / 239 / 240 / 741 / 742 / 753 / 774 / 777 / 782 / 784 / 786 / 788 / 793 / 794 / 90 / 91 / 92 / 93 / 94 / 370 / 408 / 409 / 410 / 411 / 412 / 413 / 414 / 415 / 416 / 417 / 419 / 420 / 421 / 422 / 423 / 425 / 426 / 427 / 429 / 442 / 447 / 762 / 765 / 766 / 465 / 468 / 469 / 470 / 471 / 473 / 842 / 844 / 847 / 850 / 455 / 455 / 456 / 493 / 464 / 387 / 388 / 389 / 390 / 391 / 392 / 393 / 394 / 458 / 459 / 478 / 479 / 480 / 943 / 946 / 948 / 950 / 954 / 648 / 649 / 721 / 724 / 555 / 556 / 558 / 559 / 582 / 617 / 618 / 717 / 719 / 720 / 830 / 831 / 833

Section C  
Parcelles n° : 121 / 122 / 123 / 124 / 125 / 37 / 38 / 39 / 432 / 510 / 511 / 514 / 515 / 516 / 559 / 560 / 561 / 564 / 566 / 567 / 601 / 612 / 629 / 630 / 723 / 727 / 731 / 733 / 735 / 741 / 742 / 216 / 217 / 218 / 613 / 615 / 244 / 246 / 247 / 248 / 594

Section ZA  
Parcelles n° : 10 / 11 / 15 / 16 / 681 / 697 / 700 / 701

Section B  
Parcelles n° : 15 / 160 / 162 / 163 / 164 / 165 / 166 / 167 / 168 / 31 / 32 / 33 / 34 / 6 / 619 / 621 / 622 / 623 / 624 / 625 / 626 / 700 / 897

**COMMUNE DE MOUTHIERS-SUR-BOEME (16)**

Section ZL  
Parcelles n° : 35

**COMMUNE DE NANTEUIL-AURIAC-DE-BOURZAC (24)**

Section ZA  
Parcelles n° : 39 / 72 / 18 / 19

**COMMUNE DE PERIGNAC (16)**

Section ZM  
Parcelles n° : 90 / 91 / 9

**COMMUNE DE PRANZAC (16)**

Section  
Parcelles n° : 451 / 452 / 453 / 454 / 455 / 456

**COMMUNE DE RONSENAC (16)**

Section ZA  
Parcelles n° : 7 /

Section E  
Parcelles n° : 198 / 206 / 207 / 208 / 209 / 493 / 215 / 216 / 217 / 218 / 253 / 254 / 252 / 578 / 290 / 292 / 296 / 665 / 678 / 268 / 629 / 630 p / 683 / 685 / 261 / 270 / 274 / 281 / 287 / 630 p / 675 p / 686 / 688

Section A  
Parcelles n° : 116 / 390 / 392 / 396 / 424 / 90 / 92 / 95

Section F  
Parcelles n° : 64

**COMMUNE DE ROUGNAC (16)**

Section ZI  
Parcelles n° : 22 / 24 / 27 / 28 / 29 / 38 / 41 / 65 / 17 / 6

**COMMUNE DE SALLES-LAVALLETTE (16)**

Section A  
Parcelles n° : 246 / 251 / 252 / 597 / 598 / 599 / 600 / 753 / 796

Section ZC  
Parcelles n° : 34

Section ZD  
Parcelles n° : 87

**COMMUNE DE SERS (16)**

Section A  
Parcelles n° : 1040 / 394 / 395 / 401 / 402 / 400

**COMMUNE DE TORSAC (16)**

Section E  
Parcelles n° : 199 / 498 / 500 / 501 / 502 / 505 / 506 / 507 / 508 / 509 / 510 / 511 / 512 / 513 / 514 / 602 / 604

**COMMUNE DE VENDOIRE (24)**

Section ZD  
Parcelles n° : 84 / 85 / 90 / 92 / 23 / 16 / 17 / 18 / 19 / 81 / 92 / 15 / 14 / 13 / 35 / 86 / 37 / 4 / 12

Section A  
Parcelles n° : 18 / 657 / 660 / 16 / 29 / 173 / 2 / 42 / 43 / 26 / 35 / 38 / 45 / 51 / 76 / 77

Section ZI  
Parcelles n° : 22 / 32 / 68 / 2 / 3 / 4 / 5

Section ZA  
Parcelles n° : 26 / 27 / 22 / 23

**COMMUNE DE VILLEBOIS-LAVALLETTE (16)**

Section ZI  
Parcelles n° : 15

**COMMUNE DE VOUZAN (16)**

Section C  
Parcelles n° : 759 / 763 / 764 / 765 / 766 / 770 / 781 / 783 / 784 / 822 / 872 / 873 / 438 / 439 / 440 / 442 / 443 / 444 / 445 / 447 / 450 / 451 / 480 / 481 / 482 / 483 / 484 / 486 / 488 / 489 / 490 / 491 / 495 / 496 / 498 / 499 / 500 / 501 / 502 / 504 / 509 / 723 / 734 / 735 / 736 / 737 / 738 / 741 / 742 / 869 / 875 / 877 / 879